

financières (notamment internes) et humaines du pays, fragilisent sa crédibilité. Le manque de politiques sectorielles est une autre faiblesse de ce plan, dans la déclinaison des priorités au niveau de chaque secteur.

De façon spécifique, l'action de l'UE accompagne les efforts du gouvernement en matière de transformation socio-économique structurelle pour une croissance plus forte, durable et inclusive, favorisant l'emploi décent et la sécurité alimentaire de la population. Le développement du commerce, moteur de la croissance est une autre priorité. Pour atteindre ces objectifs, les priorités de l'UE se concentrent sur la gestion durable des ressources naturelles et la biodiversité, les systèmes alimentaires, la structuration et le renforcement des capacités du secteur privé, la formation professionnelle et la gouvernance inclusive. Le PIP permettra de favoriser la préservation du patrimoine naturel et la biodiversité et la fourniture des services écosystémiques (régulation des cycles hydrologiques, matière organique des sols, adaptation au changement climatique) essentiels à la productivité agricole. Les actions favoriseront également la préservation et la mise en valeur des principaux systèmes agroforestiers à travers l'application de bonnes pratiques. Le PIP accompagnera également les efforts du gouvernement pour accélérer la transformation structurelle de l'économie, visant au développement d'un secteur privé compétitif, d'opportunités d'investissements productifs et du commerce afin de favoriser l'emploi décent et la croissance inclusive. Le PIM accompagnera aussi les efforts du gouvernement principalement en matière de renforcement de la gouvernance locale et de bonne gestion des finances publiques.

L'initiative « Team Europe » Pacte vert et bleu pour une croissance inclusive⁶, élaborée avec la France et la Banque européenne d'investissements (BEI) et dans laquelle Interreg joue un rôle majeur, a pour ambition de promouvoir la prise en compte de politiques intégrant pleinement la dimension environnementale, au plan local.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Répondre à la faiblesse institutionnelle du pays est un élément essentiel pour réduire les risques qui pourraient influencer sur la bonne mise en œuvre de la coopération de l'UE. La faiblesse des interlocuteurs nationaux pourrait jouer négativement sur l'appropriation et l'efficacité de l'aide, ainsi que les efforts de coordination et d'harmonisation.

L'objectif général de la facilité de coopération est de contribuer à améliorer les conditions essentielles à la bonne mise en œuvre des programmes de coopération de l'UE et à l'opérationnalisation de l'initiative « Team Europe » en appui au Plan Comores Emergent (PCE), et à une plus grande maîtrise des questions de développement par les différents acteurs. Elle permettra aussi de faciliter une meilleure prise en compte des questions de genre dans le pays, favorisant une plus grande égalité hommes-femmes.

La période 2021-2024 est aussi une période charnière qui prévoit la suppression de l'ON⁶. De nouveaux mécanismes de coordination avec le gouvernement devront être définis pour faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, en lien avec les principes d'efficacité de l'aide⁷ - alignement, le plan d'action genre (GAP) III (2021-2025), et l'appropriation nationale notamment. Plus largement, cette période coïncide aux Comores avec l'ambition du gouvernement, de la société civile

⁶ Le NDICI étant financé sur le budget de la Commission : les fonds ne seront pas gérés conjointement par l'UE et les pays ACP comme cela était le cas avec le FED

⁷ La facilité de coopération s'inscrit pleinement dans les engagements internationaux permettant d'améliorer l'efficacité de l'aide (Déclaration de Paris puis de Busan).